



Toutes et tous en Grève le 16 juin

Nous dénombrons au bas mot 400000 morts et 7 millions de personnes contaminées par le Covid 19 dans le monde. La France se retrouve parmi les pays les plus touchés en Europe avec plus de 29000 décès alors qu'elle se classe au rang de sixième puissance économique mondiale, c'est inadmissible ! Depuis des années, les personnels soignants alertent les pouvoirs publics des défaillances de notre système de santé, avec, notamment notre hôpital public qui est soumis comme l'ensemble des services publics à l'austérité budgétaire. Le manque cruel de masques, de gants, de tests de dépistage, de personnels et de lits de réanimation pour accueillir, accompagner et soigner l'ensemble des usagers est l'illustration du recul médical que nous vivons. Pourtant, **confrontés à la vague pandémique, les soignants se sont mobilisés comme jamais au péril de leur propre vie. Au delà des remerciements, ce mardi 16 juin, 10 organisations syndicales ou associatives appellent les personnels de santé et les usagers à se mobiliser dans l'action et par la grève** pour défendre les services publics, notre protection sociale et faire que demain ne ressemble plus au monde d'hier et d'aujourd'hui.

Nous avons été nombreux à les avoir applaudis le soir, à les avoir remerciés, à être reconnaissants des soins prodigués et de leur accompagnement, **il s'agit maintenant d'être à leurs côtés dans la lutte et l'action.**

Le gouvernement entend continuer sa politique de casse sociale et faire payer la crise aux travailleurs (avec ou sans emploi) et aux retraités. Ce n'est ni une prime ou une médaille qui compensera l'engagement de chacun à permettre à tous de bénéficier d'un système de santé de qualité et ainsi de continuer à vivre dans une période où le virus est toujours présent.

Profitant de l'Etat d'Urgence liberticide, le gouvernement perpétue sa casse du Code du Travail alors que la crise sanitaire accélère la crise sociale et économique avec un chômage de masse d'une ampleur jusqu'alors inconnue. En parallèle, les entreprises se voient octroyer de nouvelles exonérations de cotisations sociales mettant à mal notre protection sociale solidaire. 450 milliards d'euros leur sont ainsi attribués sans aucune contrepartie. Notre ministre de tutelle, Muriel Pénicaud, les encourage même à mettre en place des « Accords de Performance Collective » entraînant augmentation du temps de travail et perte de salaire sous couvert de chantage à l'emploi.

A Pôle emploi, le confinement tardif a bouleversé notre organisation du travail et a mis en danger un certain nombre d'agents en plein pic de l'épidémie. En refusant d'établir des activités prioritaires, la Direction Générale a contraint certains agents à télétravailler tandis que d'autres se sont vu imposés d'être mis à disposition (pour ensuite leur voler ensuite des droits à congès ou RTT).

Le Plan de Retour à l'Activité imposé contre l'avis majoritaire des organisations syndicales ne permet pas d'assurer pleinement la santé et la sécurité des agents. Pire, le nombre de présents sur site est estimé au maximum à 70 ou 80% de l'effectif, ce qui correspond à la présence moyenne des agents sur site en période « normale », laissant présager l'impossibilité de mettre en œuvre les gestes élémentaires de protection et de distanciation physique.

La CGT Pôle emploi appelle l'ensemble des agents à être en grève ce 16 juin aux côtés du personnel soignant pour exiger :

- ⇒ **La titularisation des collègues en contrat précaire** et le **recrutement d'agents qualifiés** pour permettre de faire face à l'augmentation massive du chômage et répondre aux besoins des usagers ;
- ⇒ **L'abandon de la Contre Réforme de l'Assurance Chômage** qui réduit et va réduire le nombre d'allocataires au revenu de remplacement ;
- ⇒ **L'arrêt de la Privatisation et de la Régionalisation** de nos missions ;
- ⇒ **L'augmentation de nos salaires et traitements** à la veille de l'ouverture des Négociations Annuelles Obligatoires programmée le 24 juin